

https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/28/a-nantes-dans-un-squat-de-migrants-vous-allez-me-trouver-une-maison-vous-allez-m-aider_5442416_3224.html

A Nantes, dans un squat de migrants : « Vous allez me trouver une maison ? Vous allez m'aider ? »

Dans la cinquième ville de France, des centaines de personnes attendent une solution, ce qui durcit l'épreuve de force entre la mairie et le gouvernement.

Par Julia Pascual Publié hier à 06h05, mis à jour hier à 11h02

Article réservé aux abonnés



Entre 250 et 350 personnes, pour la plupart demandeurs d'asile, vivent dans un ancien gymnase à Saint-Herblain (Loire-Atlantique). OLANRIVAIN / PRESSE OCEAN / MAXPPP

Difficile de savoir ce qui, dans son récit, l'a fait craquer. Les conditions dans lesquelles il vit depuis une semaine, dans une tente, avec sa femme. Les appels vains au 115, les deux mois d'attente pour obtenir un rendez-vous en préfecture pour enregistrer sa demande d'asile. Ou les raisons pour lesquelles il a quitté la Guinée, en laissant son enfant derrière lui. Thierno pleure. Cet homme de 24 ans est à bout. À côté de lui, un Érythréen s'énerve. « *Vous allez me trouver une maison ? Vous allez m'aider ?* », demande-t-il, avec le ton de celui qui n'interroge plus mais exhorte. Il dit avoir déjà passé quatre mois sous une tente. Ses nerfs lâchent.

Dans la banlieue pavillonnaire de Nantes, à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), une mer de toiles en polyester a investi le gymnase d'un ancien lycée catholique. Des demandeurs d'asile

dans leur écrasante majorité, originaires du Soudan, d'Erythrée, de Somalie ou de Guinée, squattent les lieux depuis le 27 octobre, faute de s'être vu proposer un hébergement par l'Etat.

Ils étaient à peine soixante au départ. Ils sont désormais plus de 250. Certains viennent de traverser l'Espagne, pays par lequel ils ont gagné l'Europe, d'autres ont déjà vécu plusieurs années en Suisse, où ils n'ont pas obtenu l'asile, d'autres encore arrivent de campements parisiens récemment démantelés. Ils ont atterri à Nantes par hasard, ou parce que la rumeur leur a laissé croire qu'ils pourraient être logés.

Cohabitation exigüe et précaire

Ici, un repas par jour est distribué par des bénévoles du collectif L'Autre Cantine. Il n'y a pas de douche et quatre toilettes chimiques à l'extérieur. Des quignons de pain, des brosse à dents et des mégots s'amoncellent par terre, stigmates d'une cohabitation exigüe et précaire. Un homme répare un compteur électrique à la hâte. Des femmes s'organisent un peu d'intimité en tendant des couvertures. « *Ça ne peut pas continuer comme ça*, assure Lamine, un demandeur d'asile guinéen arrivé en France en juillet 2018. *Je veux un endroit où dormir.* »

Jeudi 28 mars, le tribunal administratif de Nantes devait décider s'il fait droit à la demande d'expulsion du propriétaire des lieux, le diocèse de Nantes. Une autre maison squattée, cette fois dans le quartier Motte-Rouge de Nantes, doit aussi être vidée d'ici à l'été. Une vingtaine de personnes y vivent, des familles exclusivement. Il y a cette femme congolaise, arrivée par le Portugal en octobre 2018 avec ses deux enfants, de 12 et 2 ans. Elle attend que passe le délai de six mois au terme duquel, si elle n'a pas été renvoyée au Portugal, elle pourra faire examiner sa demande d'asile par la France. Mariam et Ibrahim sont, eux, « *dublinés* » en Italie. C'est-à-dire qu'ils ont été enregistrés dans cet autre Etat membre de l'UE, qui est donc responsable de l'examen de leur situation (sauf si la France n'est pas parvenue à les renvoyer dans ce pays au bout d'un délai s'échelonnant de six à dix-huit mois). Elle était infirmière au Tchad et lui vétérinaire. L'activisme du mari en faveur des droits de l'homme les aurait obligés à fuir.

Lumière crue sur les conditions d'accueil en France

Où iront toutes ces personnes après les opérations d'évacuation ? Ni la préfecture ni les élus locaux ne savent répondre à cette question. Dans la cinquième ville de France, depuis plusieurs mois, la présence de migrants à la rue jette une lumière crue sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en France. Il n'existe pas de décompte officiel et le phénomène fluctue d'un jour à l'autre, mais, selon plusieurs sources associatives, il y aurait entre 1 000 et 1 500 personnes migrantes à Nantes non hébergées par l'Etat et disséminées entre des squats plus ou moins tolérés, des logements financés par la mairie, des domiciles de citoyens « solidaires » ou la rue.

Le dispositif national d'accueil, avec ses quelque 86 000 places réparties sur le territoire, est saturé. Résultat : *seul un demandeur d'asile sur deux est hébergé*. Les Pays de la Loire comptent 5 200 places d'hébergement, mais, rien qu'en 2018, « *5 354 personnes ont enregistré une demande d'asile dans la région, soit une hausse de 89 %*, témoigne le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, Serge Boulanger. « *Depuis décembre 2017, les flux migratoires ont explosé sur le département. On compte entre 450 et 500 personnes nouvelles tous les mois et on ne peut pas en permanence créer des places.* »

Cette inadéquation des besoins et des moyens a poussé la mairie socialiste de Nantes à engager un bras de fer avec le gouvernement à l'été 2018. A l'époque, un campement se constitue en plein centre-ville, dans le square Jean-Baptiste-Daviais. « *Les arrivées massives ont correspondu à des évacuations de campements parisiens* », se souvient François Prochasson, retraité de la fonction publique et membre du Collectif de soutien migrants Nantes, qui organise des « *réquisitions citoyennes* » de bâtiments vides. Des centaines de tentes s'offrent soudainement au regard des Nantais. La maire socialiste, Johanna Rolland, refuse de demander l'expulsion, comme l'y presse la préfecture. Elle écrit à Edouard Philippe pour lui demander de créer des places d'accueil. A l'automne, environ 650 personnes migrantes sont décomptées dans le square, « *à plus de 90 % des demandeurs d'asile* », précise Aïcha Bassal, adjointe à la maire.

Finalement, une évacuation a lieu en septembre 2018. Malgré une décision du tribunal administratif qui enjoint à l'Etat de prendre en charge les personnes, celui-ci n'en relogue que 150. La maire décide alors de mettre à l'abri plus de 768 personnes. Les deux tiers le sont encore aujourd'hui. Il s'agit essentiellement de Soudanais, majoritairement « dublinés ».

« Sisyphe »

Ce faisant, d'autres migrants sont arrivés à Nantes et des campements ont réapparu. Avant d'être évacués et de renaître ailleurs. « *C'est le mythe de Sisyphe*, résume Carine Rolland, de Médecins du monde Nantes. *Et la clé est dans une politique d'accueil digne.* » « *Le problème est national, corrobore Aïcha Bassal. L'Etat doit prendre ses responsabilités.* » La ville a d'ailleurs adressé une facture de plus de 4 millions d'euros au gouvernement, correspondant aux frais de mise à l'abri engagés depuis l'automne 2018. Edouard Philippe a pour l'instant refusé la note : « *Ces dépenses correspondent à un choix libre et assumé de la municipalité* », a-t-il écrit à l'édile. « *On ne peut pas dire "tout le monde peut venir" et ensuite présenter la facture à l'Etat* », a encore taclé, dans une interview à [Ouest-France](#) le 3 mars, François de Rugy, ministre de la transition écologique et solidaire.

Là où élus et militants dénoncent une carence de l'Etat, la préfecture préfère insister sur le fait que les personnes à la rue sont pour beaucoup « *de jeunes migrants économiques* » et « dublinables ». « *Ils sont déjà passés par l'Espagne ou l'Italie, ont essayé de demander l'asile en Suisse ou en Allemagne*, assure Serge Boulanger. *La France est un choix par défaut.* » « *Même s'ils sont "dublinés", ils sont demandeurs d'asile et doivent être hébergés* », rétorque Djamel Cheridi, de l'association Aurore, qui gère deux lieux de mises à l'abri pour la mairie.

Serge Boulanger assure qu'il s'échine à dégager des places. « *On a fait sept transferts Dublin vers l'Espagne la semaine dernière, cinq vers l'Italie celle d'avant, six vers l'Italie celle d'encore avant*, énumère-t-il. *Et on travaille sur les dossiers de trente-deux personnes qui ont vocation à rejoindre la Suisse.* » Il évoque aussi des expulsions vers la Géorgie, l'Azerbaïdjan ou certains pays d'Afrique. Et des efforts pour permettre à des réfugiés de trouver des logements dans le droit commun pour libérer des places. En outre, 264 nouvelles places d'hébergement devraient être créées dans la région en 2019. Le compte est encore loin. « *Il y a une vraie politique du non-accueil au nom du risque d'appel d'air, alors qu'on sait que les personnes seront très peu expulsées*, regrette Carine Rolland, de Médecins du monde. *On les installe dans une errance permanente, en Europe et de ville en ville.* »

Julia Pascual (envoyée spéciale à Nantes)